

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITÉE

T/COM.5/L.138
14 septembre 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU COMITE DE DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES EN
AFRIQUE NOIRE CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

COMITE DE DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES EN AFRIQUE NOIRE
4, Cité Monthiers - PARIS IX°

Paris, le 12 août 1955

Monsieur le Secrétaire général

A la demande de plusieurs Camerounais emprisonnés, le Comité de défense des Libertés Démocratiques en Afrique Noire vous fait parvenir le mémoire que les défenseurs ont remis au Procureur de la République à Douala à l'occasion du recours en annulation devant le Conseil d'Etat contre le décret de dissolution de l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Pour le Secrétariat du Comité :

Pierre KALDOR.

COPIE

MEMOIRE

A la suite des événements qui ont ensanglanté le territoire du Cameroun, au cours du mois de Mai 1955, des centaines de citoyens camerounais sont actuellement détenus ou poursuivis. L'accusation tente de leur imputer la responsabilité de tout ou partie de ces incidents. Selon l'Administration on se serait trouvé au moment des événements en présence d'une tentative de subversion armée fomentée par diverses organisations et plus particulièrement l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.). C'est la version des faits qu'en a donné Monsieur le Haut-Commissaire dans son discours à l'Assemblée territoriale, ainsi que dans ses déclarations à la presse parisienne. C'est le motif qui a été invoqué pour justifier la décision gouvernementale de dissoudre l'U.P.C.

La Justice ne saurait faire sienne une thèse pareille dont la défense établira sans mal qu'elle est diamétralement opposée à la vérité. Elle démontrera que l'U.P.C. n'a cessé de mener une campagne fondée sur les principes de la Charte des Nations Unies, les accords de tutelle, la Constitution française. Cette campagne, parce qu'elle prenait ces principes au sérieux et qu'elle était menée sans faiblesse ni compromissions, lui avait valu une très grande audience auprès des masses populaires. La défense démontrera encore que la décision "d'en finir" avec l'U.P.C. était prise bien avant les événements.

En ce qui concerne ces derniers, il sera facile de prouver qu'ils sont imputables à quelques provocateurs parfaitement identifiés et qu'ils ont servi de prétexte à réaliser une opération politique caressée depuis longtemps.

Si la Justice française au Cameroun a vraiment le désir de faire la lumière sur les faits dont elle est saisie, en toute indépendance à l'égard du pouvoir exécutif, il importe qu'elle se conforme aux règles et principes fondamentaux qui régissent toute instruction criminelle loyale.

Il est à peine besoin de rappeler ces principes tant ils sont élémentaires :

- Tous les citoyens sont égaux devant la loi;
- Toutes les opinions sont licites et nul ne doit être inquiété pour ses opinions, mais seulement pour des actes matériels tombant sous le coup de la loi;

- Tout citoyen doit être présumé innocent tant que sa culpabilité n'est pas établie;
- La liberté est la règle, la détention l'exception;
- Tout inculpé a le droit de se faire assister d'un avocat de son choix et peut refuser de répondre hors de sa présence.

Or, il n'apparaît pas que ces principes aient été jusqu'ici rigoureusement respectés et il serait facile de montrer qu'on en a souvent pris le contre-pied :

- La totalité des inculpés, ou presque, se trouve en fait privé de défenseur;
- L'appartenance politique des citoyens constitue habituellement une présomption de culpabilité;
- Le fardeau de la preuve est presque toujours renversé, les inculpés étant invités à fournir eux-mêmes la preuve de leur innocence, etc... etc...

Le présent mémoire a pour objet d'examiner plus particulièrement les conditions dans lesquelles se déroule l'instruction des affaires relatives aux événements de Mai 1955. Avant de les examiner, rappelons que le respect des principes relatifs aux Droits de l'Homme s'impose tout particulièrement à la justice française au Cameroun, ce respect étant formellement prévu par la Charte des Nations Unies et les accords de tutelle. L'art. 76 de la Charte des Nations Unies énonce parmi les fins essentielles du régime de tutelle : "... encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion..."

I - DROITS DE LA DEFENSE -

Il n'est pas contestable que l'immense majorité des inculpés se trouve privée de tout droit de défense. En ce qui concerne les inculpés condamnés en flagrant délit au lendemain des incidents par divers tribunaux du territoire, il est certain qu'aucun d'entre-eux (leur nombre dépasse 100 ou peut-être 200) n'a été assisté d'un avocat. Il est vraisemblable qu'ils n'ont même pas été informés qu'ils avaient le droit d'en choisir. D'après les récits concordants qui ont été faits des audiences, les condamnations ont été prononcées hâtivement et sans discussion. Plusieurs personnes étaient condamnées en quelques heures,

souvent sur un simple interrogatoire d'identité. C'est dire que les condamnations se sont fondées uniquement sur des rapports de police, eux aussi, hâtivement établis. Il ne semble pas que les inculpés aient même été informés du droit qu'ils avaient d'interjeter appel. Souvent même ils ont été déportés au bagne de Mokolo, dès le prononcé du jugement et avant l'expiration même des délais d'appel. Il nous a été indiqué qu'en certains endroits des appels auraient cependant été interjetés, mais ils seraient considérés comme irréguliers. C'est dans ces conditions que des dizaines de condamnations ont été prononcées allant souvent jusqu'à plusieurs années de prison.

En ce qui concerne les inculpés dont l'instruction est en cours, plusieurs d'entre-eux ont fait choix d'avocats parisiens. Deux de ces derniers qui ont séjourné au Cameroun au mois de Juin se sont vus refuser systématiquement la communication des dossiers et l'assistance aux interrogatoires. Ce n'est pas sans mal qu'ils ont pu obtenir des permis de communiquer, souvent provisoires. Ajoutons qu'ils ont été amenés à se plaindre, d'une part, des pressions qui étaient faites sur les inculpés pour les dissuader de les choisir, et d'autre part, des persécutions policières dont étaient constamment l'objet les citoyens qui étaient en contact avec eux.

Le motif essentiel invoqué pour refuser à ces avocats le droit d'avoir communication des dossiers était tiré d'un texte réglementant l'exercice de la profession d'avocat-défenseur au Cameroun. Ce texte accorde à un corps spécial d'avocats-défenseurs locaux le monopole de la plaidoirie et de la postulation. Il ajoute cependant que des avocats étrangers au territoire peuvent être autorisés à plaider par le Président de la juridiction. Interprété littéralement par le Parquet, ce texte ne permettrait aux avocats étrangers au territoire que de prononcer des plaidoiries. Cette interprétation n'est pas soutenable car, d'une part, le juge d'instruction constitue une juridiction et le texte ne distingue pas entre les juridictions de jugement et les juridictions d'instruction; d'autre part, le droit de plaider s'entend dans le texte par opposition au droit de postuler et comprend de toute évidence tous les actes d'assistance d'un avocat, à l'exclusion des fonctions d'officier ministériel que les avocats-défenseurs du Cameroun ont le droit d'accomplir en même temps que le droit de plaider. Si un texte antérieur prévoit les notifications que le juge d'instruction n'est tenu de faire qu'à des avocats du ressort, cela se comprend aisément

pour des raisons de distance, mais cela ne devrait nullement empêcher un avocat venu de la Métropole et se trouvant sur place d'assister à l'instruction.

Le souci de priver les inculpés d'une défense de leur choix a été poussé plus loin encore, puisqu'il a été soutenu que même un avocat du Cameroun, étranger au ressort, ne pouvait avoir communication du dossier, ni assister à l'instruction même s'il se trouvait sur place le jour de l'interrogatoire. Cette théorie, qui confond délibérément les droits de la défense et les obligations du juge quant aux notifications réglementaires, réduit encore la marge de choix laissé aux inculpés.

Or il faut dire ici très clairement que les avocats-défenseurs sont en nombre si réduit dans chaque ressort que même s'ils le désireraient, ils ne pourraient suivre sérieusement l'ensemble des affaires. Mais, en outre, la plupart d'entre-eux, pour des raisons sur lesquelles il n'y a pas lieu de porter un jugement ici, ne désirent nullement accepter de telles affaires.

D'autre part, pour des raisons parfaitement légitimes la plupart des inculpés désirent choisir librement leurs avocats.

Il résulte de tout ce qui précède que l'instruction de centaines d'affaires se mène hors de la présence de tout avocat. L'insistance du Parquet et des juges d'instruction à perpétuer cet état de chose qu'ils devraient être les premiers à déplorer, ne saurait s'expliquer autrement que par le peu de confiance que leur inspirent les procédures engagées. Il n'y a pas d'exemple qu'une instruction, régulièrement menée en la forme et s'appuyant sur des faits sérieux, s'accompagne de difficultés faites aux avocats. Par contre, l'expérience prouve que les procédures ou les irrégularités abondent et où les inculpations sont peu convaincantes sont justement celles qu'on s'emploie à soustraire à l'examen des avocats.

II - SITUATION DES INCULPES DEPORTES A MOKOLO -

Au lendemain des incidents, des dizaines de citoyens camerounais ont été déportés à l'extrême nord du territoire au bagne de Mokolo. Parmi ces citoyens ne se trouvaient pas seulement des personnes hâtivement condamnées en flagrant délit, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, mais également de nombreux inculpés. C'est ainsi que le 22 Juin 1955, Me MATARASSO et Me CACHIN-JACQUIER étaient amenés à adresser à Monsieur CAU, Juge d'instruction à DOUALA, la lettre suivante :

"Parmi les personnes déportées à Mokolo à la suite des événements récents
" se trouvent des prévenus dont vous instruisez l'affaire.

"Que ces prévenus, c'est à dire ces citoyens que la loi présume innocents,
" soient expédiés à 1.000 km de leur domicile, de leurs familles, de leurs amis,
" dans les conditions qui les mettent dans l'impossibilité quasi absolue
" d'organiser leur défense, et sans qu'aucune sécurité existe quant au respect
" de leur intégrité physique, tout cela constitue un état de fait particuliè-
" rement inadmissible contre lequel il était de notre devoir de nous élever
" avec véhémence.

"On a tenté de nous objecter que la présence de ces prévenus à DOUALA
" n'était pas nécessaire puisque, dit-on, ils auraient refusé, lors d'un premier
" interrogatoire de répondre. Outre que nous n'avons aucune preuve de ce refus
" de répondre, inspiré peut-être d'ailleurs par des raisons parfaitement légi-
" times, il ne peut sérieusement être soutenu qu'il soit nécessaire d'envoyer
" des prévenus en déportation pour les inciter à parler, mode de recherche de la
" vérité, qui ne figure pas, à notre connaissance, dans le code d'instruction
" criminelle. En tout état de cause, l'attitude d'un inculpé à son premier
" interrogatoire ne permettrait en aucun cas de tirer des déductions quant à son
" comportement ultérieur.

"Il serait déplacé de nous répondre que n'ayant pas été choisis par écrit
" par les détenus de Mokolo, comme leurs avocats, nous n'avons pas à nous
" préoccuper de leur sort. D'une part, les amis et les familles de la plupart
" d'entre-eux n'ont cessé de nous exprimer leurs angoisses, en nous priant de
" tout entreprendre pour mettre un terme à leur déportation. D'autre part,
" tout permet de penser que ces déportations qui mettent les prisonniers dans
" un isolement complet du monde extérieur, les privent de tout moyen de
" connaître leurs possibilités de défense.

" En vous priant de prendre à cet égard les mesures d'urgence qui
" s'imposent, nous vous adressons ..."

Cette lettre se passe de tout commentaire. Ajoutons cependant que longtemps
après son envoi, rien n'avait encore été entrepris pour faire cesser le scandale
de la déportation à Mokolo d'un grand nombre de prévenus. Le sort de ceux-ci
inspire à juste titre les craintes les plus légitimes.

III - MARCHE DE L'INSTRUCTION -

Quand on se penche sur la situation des inculpés, on constate que ceux-ci appartiennent à trois catégories essentielles.

1°) - Les survivants des fusillades.

Les tirs de la police au cours des événements de Mai 1955 ont fait des dizaines de morts et de blessés. A défaut de pouvoir poursuivre les morts, tous les blessés, sans exception, sont poursuivis. Le fait d'avoir reçu des blessures au cours des incidents devient une sorte de présomption de responsabilité qui entraîne automatiquement l'incarcération. Des citoyens qui se sont rendus librement à l'hôpital pour s'y faire soigner, sont, à peine guéris, incarcérés.

2°) - Les personnes dénoncées.

De nombreux citoyens sont incarcérés sur la seule et vague dénonciation de quelques individus qui se retrouvent dans presque toutes les affaires et qui semblent jouer le rôle de témoins professionnels. Ces individus appartiennent souvent à quelques organisations politiques sans autorité sérieuse sur la population, mais bénéficiant largement des complaisances administratives. Ces personnages, outre qu'ils sont des adversaires politiques des inculpés, sont pour la plupart des plus suspects quant à la moralité. Ils ont cependant jusqu'à présent bénéficié du plus large crédit auprès de la justice et c'est sur leurs seules indications que les prisons ont souvent été remplies.

Pour donner une idée de la valeur des accusations formulées par ces individus, citons le cas de Mr FINES, sous-chef de gare à DOUALA. Ce dernier a été conduit, un jour au commissariat de police où il a été gardé pendant plusieurs heures ayant été dénoncé par un prétendu témoin comme ayant participé à une émeute où il avait été vu, affirmait le témoin, haranguant des émeutiers et les invitant à la violence. Mr FINES a eu la chance de pouvoir faire entendre des témoins européens qui ont attesté qu'à l'heure de ces prétendus faits il se trouvait sur les lieux de son travail. Cette chance ne peut évidemment bénéficier aux inculpés africains qui peuvent rarement trouver des témoins européens.

En ce qui concerne ces deux premières catégories d'inculpés, la présomption d'innocence dont ils devraient bénéficier en vertu de nos principes constitutionnels est comme lettre morte. La plupart des inculpés doivent attendre de

longues semaines avant d'être interrogés. Par un singulier renversement du fardeau de la preuve, ils sont mis en demeure de prouver non seulement leur innocence, mais également qu'ils se sont trouvés au moment des faits dans un autre lieu que celui des incidents. Ils doivent fournir leur emploi du temps détaillé de jour et de nuit pendant toute la semaine de la fin du mois de Mai 1955. Des centaines d'inculpés moisissent dans les prisons, victimes d'une instruction menée sur la base de principes diamétralement opposés à ceux qui régissent notre instruction criminelle.

3°) - Les prétendus instigateurs.

Une troisième catégorie d'inculpés est représentée par des citoyens qui ne sont même pas accusés d'avoir pris une part matérielle quelconque aux événements, mais seulement d'en être les prétendus instigateurs. Jacques N'GOM et Hyacinthe M'PAYE, par exemple, ont fourni les justifications les plus précises établissant qu'ils ont été absents de tout lieu où se sont produits les incidents. Ils n'en restent pas moins inculpés comme complices ou instigateurs des faits imputés aux autres inculpés. Aucun des actes constitutifs de la complicité au sens du code pénal ne saurait sérieusement être retenu à leur encontre. S'ils sont inculpés, de même que d'autres dirigeants de l'U.P.C. et de l'Union des Syndicats qui n'ont pu être appréhendés, tout permet de penser que de telles inculpations ont pour seul objet de tenter de détruire des organisations dont l'Administration désirait depuis longtemps la disparition. Il est absurde de penser que ces dirigeants, dont même leurs adversaires reconnaissent le sérieux, aient songé un instant à organiser la rébellion d'un peuple désarmé contre un pouvoir disposant de tous les moyens militaires modernes. Autant cette thèse est absurde, autant apparaît vraisemblable le désir de prendre prétexte de certains incidents, et au besoin de les provoquer, pour monter une vaste opération policière et judiciaire contre des adversaires politiques.

IV. CONDITIONS DE DETENTION -

Nous ne savons rien des conditions de détention à Mokolo et nous avons dit plus haut les raisons que nous avons d'en être inquiets. En ce qui concerne les détenus de Yaoundé et de Douala, ils se plaignent tous, tant de l'insuffisance de la nourriture, que de l'absence de toute hygiène. Ils se plaignent également d'être privés de toute lecture.

Une demande de mise au régime politique présentée par Me CACHIN-JACQUIER et Me MATARASSO pour les détenus de Douala, la plupart inculpés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, infraction politique par excellence, n'a même pas bénéficié d'une réponse.

Enfin il n'est pas possible de passer sous silence les scènes de brutalités qui se sont déroulées à la prison de Douala le samedi 25 Juin et qui ont fait l'objet, dès le dimanche 26 Juin au matin, d'une protestation de Me MATARASSO, confirmée par lettre datée du 27 Juin. Les détenus ont été soumis à des bastonnades organisées, les prétendus chefs ayant reçu jusqu'à cent coups. A la suite de cette protestation, une information a été ouverte, mais tout permet de craindre que les tortionnaires resteront impunis.

V - ATMOSPHERE GENERALE -

Le tableau de la répression politique au Cameroun serait incomplet si l'on ne rappelait dans quelle atmosphère générale elle se déroule.

1°) - L'U.P.C. et les autres organisations visées sont privées de tout moyen d'expression, alors qu'elles sont en butte à une campagne déchaînée de diffamation et d'injures à laquelle se joignent souvent des voix officielles. Des articles de journaux, et des discours ne cessent d'accuser l'U.P.C., ses dirigeants ou ses amis des pires crimes. Le Haut-Commissaire n'a pas hésité au lendemain des incidents à présenter un bilan devant l'Assemblée territoriale, largement diffusé dans la presse, et qui fourmille de contre-vérités, faciles à contester. Il lui était commode de procéder ainsi puisqu'il savait d'avance qu'il ne s'exposait à aucune contradiction, ladite Assemblée, où cependant les amis de l'Administration sont nombreux, n'ayant aucune qualité pour délibérer de ces questions, ce que son Président a déploré.

2°) - Les mandats-d'arrêt délivrés à l'encontre des dirigeants de l'U.P.C. ont été affichés dans certaines régions dans des termes qui constituent une véritable invitation à la chasse à l'homme. Citons notamment l'avis en date du 30 Mai 1955, affiché à Sangmelima, par le Chef de région HUBER qui, non seulement, anticipe sur les résultats de l'information judiciaire, mais menace de poursuites toute personne qui aura simplement omis de signaler la présence ou le passage d'un des "agitateurs". Si cet appel à la chasse à l'homme n'a donné aucun résultat, ce n'est certes pas faute d'avoir été exprimé de la façon

la plus violente, mais en raison de la sympathie que la grande majorité de la population porte aux dirigeants de l'U.P.C.

3°) - Pendant leur séjour au Cameroun, Me CACHIN-JACQUIER et Me MATARASSO ont reçu d'innombrables lettres et informations émanant des lieux les plus divers du territoire, signalant des exactions de toutes sortes commises à l'encontre des dirigeants locaux ou de simples sympathisants de l'U.P.C. Leurs cases sont presque toujours détruites, leurs biens pillés. Des sommes sont souvent exigées par certains de ces personnages qui se sont fait une spécialité de remplir les prisons, sous menace de dénonciation.

Comment s'étonner que dans cette atmosphère de diffamations, d'exactions et de chasse à l'homme, tant de citoyens de ce territoire se soient réfugiés dans la brousse. Les conditions d'insécurité sont telles que leur comportement apparaît comme tout à fait légitime.

CONCLUSIONS -

Si la justice française au Cameroun a le désir de procéder à une instruction loyale sur les événements de Mai 1955; si son unique souci est d'aboutir à la seule manifestation de la vérité, sans égard pour quiconque pourrait être gêné par cette vérité, ce qui est la mission de toute justice sereine, il importe :

1 - De mettre en liberté provisoire les inculpés actuellement détenus.

2 - D'enregistrer les appels de tous ceux qui ont été hâtivement condamnés en flagrant délit laissant le soin à la juridiction de jugement de se prononcer sur la validité de ces appels.

3 - Lever tous les obstacles au libre choix des avocats et reconnaître aux avocats choisis la plénitude de leurs droits.

4 - De se livrer à une enquête sérieuse sur la plupart des pourvoyeurs actuels des prisons, en enregistrant et vérifiant tout ce que les inculpés pourront indiquer à ce sujet.

5 - De confronter en présence des avocats, d'une part, Monsieur Roland PRE, Haut-Commissaire, et ses principaux collaborateurs, et d'autre-part, Monsieur Jacques N'GOM et Monsieur Hyacinthe N'PAYE et les principaux inculpés. Cette confrontation contradictoire pourrait contribuer très utilement à la manifestation de la vérité sur l'origine et le déroulement des incidents. La justice

ne saurait la refuser ou le Haut-Commissaire s'y soustraire, sans laisser penser qu'une telle confrontation pourrait aboutir à des résultats gênants pour l'administration.

6 - Se conformer rigoureusement aux principes fondamentaux qui régissent l'instruction criminelle.

Faute de donner satisfaction sur tous ces points, l'instruction ne pourra pas manquer d'apparaître partielle et arbitraire. Les affaires en cours constituent pour la justice française au Cameroun une épreuve historique. De la manière dont elle s'acquittera de sa tâche dépendent beaucoup de choses. Trop d'indices jusqu'à présent ont permis aux camerounais de penser qu'il y avait un parallélisme certain entre l'action du pouvoir exécutif et celle du pouvoir judiciaire. Si l'on veut sauvegarder l'autorité de ce dernier et ne pas le compromettre en le faisant apparaître comme un auxiliaire de l'Administration, il n'est pas d'autre solution que de donner satisfaction aux revendications exprimées dans le présent mémoire.

Paris, le 30 Juillet 1955

L. MATARASSO

M.L. CACHIN-JACQUIER

Avocats à la Cour
